



Une multiplication d'acteurs dans un univers d'éducation des adultes en expansion

Description



Sylvie Pelletier
Chercheuse
Institut de coopération pour l'éducation des adultes

Introduction

Le monde de l'éducation des adultes est en transformation. Depuis quelques années, l'ICÉA documente cette réalité changeante. Dans cet article, nous portons notre regard sur la diversification des acteurs à l'œuvre en éducation des adultes. Pour favoriser la lisibilité, les acteurs sont regroupés par lieu d'enseignement, même si ce ne sont pas les lieux qui font l'objet de la recherche.

L'article se décline en trois parties. La première partie expose les acteurs à l'œuvre dans les lieux d'enseignement qui sont sous la gouverne de l'État, qu'ils soient proprement scolaires ou orientés vers les services aux entreprises. La deuxième partie présente l'ensemble des personnes qui contribuent à

la formation dans la sphère communautaire. Enfin, la troisième partie tente de broser un tableau des entreprises ou plateformes numériques privées d'apprentissage qui foisonnent dans le domaine de la formation.

En réalité, les lieux ne sont pas étanches. Les domaines d'apprentissage se recoupent, et de multiples façons. Les nouvelles plateformes numériques ne sont pas que privées et la formation par les pairs, par exemple, est utilisée dans plusieurs cadres d'enseignement. La réflexion n'est donc pas terminée et il reste à définir de quelle façon on peut concevoir et présenter cet univers, où les types de formation se diversifient, mais s'entremêlent aussi. C'est pourquoi cet article ne prétend pas être exhaustif, mais propose plutôt de faire un premier bilan de la recherche.

Au cours des dernières années, aux acteurs travaillant en éducation des adultes dans des secteurs bien définis, se sont ajoutées nombre de personnes qui œuvrent dans de nouveaux champs de formation ou d'apprentissage. Ces nouveaux acteurs ne se cantonnent pas aux établissements publics et privés ni aux organismes communautaires, mais figurent aussi sur ces plateformes de formation qui foisonnent sur Internet et offrent des contenus d'apprentissage numérique divers, du plus spécialisé au plus terre à terre.

Pour certaines très accessibles et parfois gratuites, pour d'autres nécessitant un investissement possible seulement pour les grandes entreprises, ces plateformes offrent des formules pédagogiques différentes de l'éducation traditionnelle. Elles proposent par exemple de faire partie d'un groupe de codéveloppement^[1] ou d'une « communauté d'apprentissage »^[2] ou fournissent des experts qui détermineront « nos » besoins et la formule adaptée pour y répondre, ou encore, elles offrent simplement une multitude de contenus accessibles en tout temps. Ce faisant, elles permettent de joindre des adultes autrement éloignés ou réticents en raison des contraintes de temps, d'argent, de lieux, etc. ou encore, qui désirent un parcours d'apprentissage personnalisé.

Dans cette nouvelle ingénierie de l'éducation, qui recouvre un monde de plus en plus étendu et qui englobe toutes les étapes de l'apprentissage, les formatrices et les formateurs sont entourés par une imposante main-d'œuvre professionnelle spécialisée offrant orientation, soutien, évaluation et reconnaissance des formations suivies.

La recherche est indispensable pour développer les contenus et, pour la partie technique, on met à profit l'intelligence artificielle afin de définir les itinéraires de formation, et on fait appel à des technopédagogues ou encore à un personnel professionnel de l'apprentissage en ligne (*E-Learning*). Même s'il est difficile de dresser un portrait exhaustif de cet univers en expansion, on peut tenter d'en dessiner les grandes lignes.

Les lieux sous la gouverne de l'État

L'éducation publique repose sur une tradition éducative classique qui est essentiellement orchestrée par l'État. Cela signifie pour le réseau scolaire une gouverne par le ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ) et, pour la formation de la main-d'œuvre, une approche ministérielle qui en fixe les balises, de concert avec divers partenaires.

Le monde scolaire

Le secteur le plus facile à évaluer et à quantifier est le monde scolaire traditionnel. Les établissements scolaires offrent aux adultes de la formation générale ou professionnelle de niveau secondaire, collégial et universitaire. Une majorité d'établissements possèdent aussi un Service d'aide aux entreprises (SAE) où on propose des formations sur mesure, adaptées aux besoins particuliers d'une entreprise.

La formation générale des adultes et la formation professionnelle

On compte plus de 5 100 enseignantes et enseignants en formation générale des adultes (FGA) et 9 500 en formation professionnelle (FP) réparti entre les 61 centres de services scolaires francophones, dont un centre scolaire à statut particulier (du Littoral), les neuf (9) commissions scolaires anglophones (*School Boards*) et les deux (2) commissions scolaires à statut particulier des milieux autochtones (Commissions scolaires crie et Kativik)[3].

Formé en pédagogie et dans une ou plusieurs disciplines d'enseignement, le corps enseignant dispense les cours des programmes d'études du ministère de l'Éducation (MÉQ) destiné aux adultes. Dans ce même réseau scolaire, un important personnel professionnel spécialisé en orientation, en adaptation scolaire, en psychoéducation et en orthopédagogie a pour fonction de guider et de soutenir les élèves.

Les centres d'éducation des adultes ou de formation professionnelle comptent également des effectifs techniques en éducation spécialisée, en formation scolaire, en service social, en science, en documentation et en informatique, qui offrent un support aux élèves, mais également au corps enseignant. Ainsi, une technicienne en éducation spécialisée offrira un soutien à l'enseignement, mais elle pourra aussi donner des formations directes aux élèves sur la gestion du stress par exemple.

Enfin, les directions d'écoles, les cadres, le personnel de gérance et de soutien complètent les équipes embauchées par le MÉQ pour faire fonctionner un monde scolaire très fréquenté, puisqu'en 2019-2020, on comptait 159 044 élèves en FGA et 119 699 élèves en FP, dont 98 080 avaient 20 ans et plus [4].

La formation générale des adultes

La formation générale des adultes (FGA) comprend dix services d'enseignement, deux grands cycles d'études, la formation de base commune, échelonnée sur trois niveaux, l'alphabétisation, le présecondaire et le premier cycle du secondaire, et les cours de la formation de base diversifiée, qui correspondent au deuxième cycle du secondaire et qui mènent à un diplôme d'études secondaires (DES).

La FGA offre aussi d'autres cours : intégration sociale, intégration socioprofessionnelle, francisation, et préparation à la formation professionnelle ou aux études postsecondaires. L'intégration socioprofessionnelle peut mener à deux certifications pour des formations orientées vers le marché du travail : le certificat de formation à un métier semi-spécialisé (CFMS) et le certificat de formation en insertion socioprofessionnelle des adultes (CFISA)[5]

La formation professionnelle

Du côté de la formation professionnelle, les centres de formation professionnelle (CFP) proposent 140 programmes conduisant à un diplôme d'études professionnelles (DEP), 25 programmes menant à une attestation de spécialisation professionnelle (ASP). De plus, les centres de services scolaires offrent une quarantaine de programmes qui conduisent à une attestation d'études professionnelles (AEP)[6].

C'est au sein du Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (CNPEPT) du MÉQ que sont définis et évalués les programmes de formation professionnelle et de formation technique (FPT)[7]. Ce lieu de concertation réunit des représentantes et représentants des ordres d'enseignement, du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), des syndicats et du patronat.

Tableau 1
Personnel des centres de services et des commissions scolaires,
secteur des adultes (2019-2020)

	Total secteur adulte	FGA	FP
Nombre total de centres FGA et FP	407¹	194	213
<i>Réseau public</i>	367	184	183
<i>Réseau privé</i>	32	5	27
<i>Réseau gouvernemental</i>	8	5	3
Personnel enseignant	14 207	5 115	9 094
Personnel cadre	23		
Personnel direction	267		
Personnel de gérance	15		
Personnel professionnel	367		
Personnel de soutien	1 046		

Source : Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, Institut de la statistique du Québec.
<https://bdso.gouv.qc.ca/FGA> et <https://bdso.gouv.qc.ca/FP>

Note 1 : Les données sur les effectifs enseignants proviennent du rapport annuel 2020-2021 du Ministère de l'Éducation (https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/rapport-annuel-de-gestion/MEQ_RAG_2020-2021.pdf?1633002685).

Les études postsecondaires

Dans le parcours scolaire offert aux adultes, on doit ajouter les cégeps, les collèges et les universités qui offrent non seulement des programmes scolaires, mais également des services aux entreprises[8]. Les programmes scolaires peuvent être suivis à temps plein et à temps partiel, et certains programmes sont également accessibles aux adultes par le biais de la formation continue.

Le niveau collégial

Dans le premier cas, on parle de 48 collèges d'enseignement général et professionnel publics (cégeps) [9]

et de 73 collèges privés, subventionnés et non subventionnés, qui proposent des programmes généraux et techniques menant à un diplôme d'études collégiales (DEC), plus quelques programmes menant à une attestation d'études collégiales (AEC). Outre ce type d'institutions, il est possible de poursuivre ses études de niveau collégial dans un des quatre (4) établissements relevant directement d'un ministère ou d'une université sur 13 campus différents[10].

Au total, les établissements collégiaux proposent 9 programmes préuniversitaires[11], 110 programmes professionnels qui permettent d'obtenir un DEC et 350 programmes d'AEC. Les établissements collégiaux employaient 19 921 enseignantes et enseignants à l'automne 2019[12].

Le corps enseignant des cégeps et des collèges possède au minimum un baccalauréat universitaire dans la discipline enseignée, sauf pour certains programmes d'études techniques, où une formation technique peut être requise ou acceptée, ainsi que de l'expérience dans le domaine professionnel enseigné. De plus, des établissements ou des programmes demandent une formation en pédagogie. À ce groupe principal s'ajoutent des effectifs professionnels spécialisés (orientation, aide et conseil pédagogique, etc.), et un personnel technique, de soutien, de gestion et d'encadrement.

On doit ajouter à cet ensemble un autre joueur, le Cégep à distance, une institution collégiale créée par le cégep de Rosemont, qui s'occupe des programmes et des cours offerts à distance, de plus en plus sous forme numérique. Le Cégep à distance se spécialise dans les «cours autoportants en mode asynchrone» [13]. On peut s'inscrire en tout temps et suivre les cours à un rythme adapté. Le personnel enseignant provient en majorité du réseau collégial, mais des technopédagogues contribuent au développement de l'offre de cours et travaillent avec les spécialistes de contenu[14]. Le Cégep à distance compte également sur un tutorat et sur un personnel technique pour l'encadrement que requiert l'apprentissage en mode autonome.

Le Cégep à distance permet de joindre environ 16 000 étudiantes et étudiants, alors que pour l'ensemble du secteur collégial, les effectifs sont de plus de 230 000 étudiantes et étudiants, à temps plein et en formation continue[15].

Enfin, le réseau scolaire québécois comprend des centres de formation spécialisés relevant d'un cégep ou d'un collège. Ainsi, on retrouve 59 centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT), dont **55 dans le réseau public**, qui offrent un accompagnement aux organismes et aux petites et moyennes entreprises[16]. En 2018-2019, les CCTT, comptaient « plus de 1650 spécialistes (personnel scientifique et technique) » réunis dans le réseau Synchronex[17] et présents dans 15 régions du Québec[18].

Les CCTT ont deux grands secteurs : le secteur technologique et celui des pratiques sociales novatrices[19]. Le personnel provient en majorité du corps enseignant des cégeps et collèges, sauf pour certains secteurs techniques.

Tableau 2
Effectifs enseignants à plein temps dans les cégeps (automne 2020)

	Total
Nombre total de cégeps et collèges	132¹
<i>Cégeps</i>	48
<i>Collèges privés subventionnés et non subventionnés</i>	73
<i>Établissements gouvernementaux</i>	11
Personnel enseignant	20 000
Personnel cadre	719
Personnel direction	0
Personnel de gérance	227
Personnel professionnel	1249
Personnel de soutien	5175
Cégep à distance	
CCTT publics	55
CCTT privés	4
Personnel scientifique 2019-2020 ²	944
Personnel technique 2019-2020	703
Personnel administratif 2019-2020	329

Source : MES, Rapport annuel 2020-2021 et L'Observatoire de l'administration publique, automne 2012, L'État québécois en perspective. L'effectif des trois réseaux de l'éducation.

https://cerberus.enap.ca/Observatoire/docs/Etat_quebecois/a-education2.pdf.

Note 1 : Les données sur les effectifs enseignants proviennent du rapport annuel 2020-2021 du Ministère de l'Éducation (https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/rapport-annuel-de-gestion/MEQ_RAG_2020-2021.pdf?1633002685)
Celles sur le personnel, sont plus anciennes.

Note 2 : La majorité des enseignantes et enseignants des CCTT proviennent du personnel régulier des cégeps.

Cinq cégeps ont une école nationale associée, située en dehors du site du cégep : l'Institut maritime du Québec (Cégep de Rimouski), l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (Cégep de la Gaspésie et des Îles), le Centre québécois de formation aéronautique (Cégep de Chicoutimi), l'École nationale d'aérotechnique (Cégep Édouard-Montpetit) et l'École nationale du meuble et de l'ébénisterie (Cégep de Victoriaville). Ces cinq (5) écoles nationales offrent des formations de niveau collégial, DEC surtout, mais aussi d'autres niveaux et diplômes pour certaines : secondaire (DEP), collégial (AEC et Tremplin-DEC) et, en association avec une université, DEC-BAC.

Les études universitaires

L'université est la dernière étape qui s'offre aux adultes désireux de poursuivre leurs études dans un mode institutionnel. Le Québec compte 18 établissements universitaires (universités, écoles et instituts), dont trois (3) sont anglophones, plus l'Université TÉLUQ (anciennement Télé-université), qui fait partie du réseau des universités du Québec (UQ) et est spécialisée dans la formation à distance^[20]. Ces établissements sont répartis sur tout le territoire québécois à l'exception du Grand Nord.

À ce réseau s'ajoutent les conservatoires de musique et d'art dramatique, ainsi que quelques

établissements affiliés spécialisés, habilités à décerner des diplômes d'études universitaires de niveau baccalauréat ou maîtrise. Enfin, l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) offre des programmes de maîtrise et de doctorat uniquement.

En 2019-2020, ce sont 10 794 personnes, toutes catégories confondues, qui enseignaient à temps plein dans les universités québécoises, dans le cadre de plus de 3000 programmes de courte ou de longue durée de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles. Depuis quelques années, les programmes universitaires se sont multipliés ; pour chaque cycle, il existe un grand nombre de certificats, majeures, mineures, et depuis peu, des microprogrammes et même des nanoprogrammes[21].

Les institutions offrent également des programmes de DEC-BAC qui permettent de passer directement au baccalauréat avec reconnaissance de certains crédits collégiaux, à ne pas confondre avec le cheminement intégré DEC-BAC, où la poursuite du baccalauréat est déjà prévue.

Tableau 3
Effectifs enseignants dans les universités québécoises (automne 2020)

Total du corps professoral à temps plein	10 794
Professeur.es titulaires	4 596
Professeur.es agrégé.es	3 855
Professeur.es adjoint.es	1 851
Chargé.es de cours et autres membres du personnel enseignant	423
Autres (non classés ailleurs)	69
Fonctions de direction	8 070
Total des effectifs étudiants de tous âges¹	314 357
Total des effectifs étudiants de 25 ans et plus	145 732

Source : Personnel enseignant à plein temps, 2019-2020, Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/mes/rapport-annuel-2020-2021>.pdf.

Note 1 : Les étudiantes et les étudiants universitaires de plus de 25 ans représentent bon an mal an environ 45% de l'ensemble de la communauté estudiantine. « Les adultes dans les universités », *Indicateurs de l'ICÉA*, mise à jour de janvier 2022. En ligne : https://apprendre-agir.icea.qc.ca/index.php/INDICATEUR_12.

Les centres et instituts de recherche

Les instituts, les chaires, les observatoires et les centres de recherche des collèges, des universités et des établissements de santé offrent également de la formation en marge des programmes ordinaires.

Par exemple, l'Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPI), un centre collégial de transfert de technologie en pratiques sociales novatrices (CCTT-PSN), est très actif; ses formations et ses ateliers sont approuvés par les ordres professionnels, notamment par l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréées (CRHA)[22]. De son côté, le Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS)[23] de l'Institut national de santé publique (INSPQ) propose régulièrement des webinaires et des formations en ligne très suivis par le milieu de la santé.

Le domaine professionnel

Le monde scolaire ne serait pas complet sans les professionnelles et les professionnels qui œuvrent dans les métiers associés à l'enseignement, mais pas seulement dans les établissements scolaires. Ainsi, en orientation seulement, quelque 2 612 conseillères et conseillers, membres de l'Ordre, sont déployés en éducation, mais aussi en santé et services sociaux, travaillent dans un centre privé ou exercent à leur compte.

La situation est la même pour les 4 000 membres de l'ordre des psychoéducatrices et psychoéducateurs du Québec, les 5 500 membres de l'Ordre des ergothérapeutes, les 10 000 membres de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréées (CRHA), et divers autres domaines de spécialités : conseil pédagogique, information scolaire et professionnelle, orthopédagogie, adaptation scolaire, mesure et évaluation en milieu scolaire, techniques et moyens d'enseignement, etc. Enfin, le milieu culturel a également des formatrices et des formateurs, notamment dans les musées et les bibliothèques.

Les Services aux entreprises dans les établissements scolaires

Les centres de services scolaires, les commissions scolaires, les cégeps et universités offrent des Services aux entreprises (SAE),[\[24\]](#) et ce, dans toutes les régions du Québec. C'est un secteur plus difficile à appréhender et à évaluer, car chaque établissement a son propre service auquel les entreprises peuvent s'adresser afin d'obtenir une formation sur mesure et adaptée à leurs besoins.

Les cégeps proposent un large éventail de cours dans leurs centres de formation continue. Ils offrent des cours sur mesure, des formations qui mènent à une attestation ou à un diplôme d'études collégiales ou encore, qui permettent la reconnaissance des acquis et des compétences (RAC)[\[25\]](#). Les cégeps offrent aussi aux entreprises de la francisation pour la clientèle immigrante et des cours de langues.

Pour leur part, les 59 centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT) présentés précédemment ont pour principale clientèle les petites et moyennes entreprises[\[26\]](#).

Dans les universités, il existe également des services de formation continue auxquels les entreprises peuvent s'adresser pour de la formation, mais ils ne sont pas répertoriés sur le site d'Entreprises Québec. On doit les contacter directement pour obtenir de la formation sur mesure. Il est possible dans certains cas d'obtenir une aide financière aux entreprises d'Emploi-Québec.

La formation en milieu de travail

Il existe également de la formation définie et organisée par le milieu du travail. La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) constitue une instance de concertation qui réunit les milieux de l'enseignement, le secteur de la main-d'œuvre représenté par les syndicats, le secteur des entreprises et le milieu communautaire ainsi que des personnes représentant divers autres ministères et organismes afin « de favoriser le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre »[\[27\]](#).

La CPMT contribue à l'élaboration des politiques et des mesures gouvernementales dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi. Elle est active dans toutes les régions, notamment par le

biais des 17 conseils régionaux des partenaires du marché du travail (CRPMT) et, sur le terrain, avec les 18 conseils régionaux des partenaires de Services Québec. S'ajoutent enfin les 29 comités sectoriels de main-d'œuvre (CSMO), partenaires de la CPMT, qui ont pour mandat de « définir les besoins en développement de la main-d'œuvre de leur secteur d'activité et de soutenir le développement des compétences de celle-ci »[\[28\]](#).

Québec.ca

Le site gouvernemental *Québec.ca* offre, en partenariat avec la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), plusieurs programmes de formation de la main-d'œuvre[\[29\]](#) dans un souci de perfectionnement des compétences et afin de soutenir les entreprises dans leur adaptation au changement. Ces programmes de formation de la main-d'œuvre sont offerts aux petites, moyennes ou grandes entreprises. Ils visent le développement des compétences dans le but d'améliorer les performances des personnes en emploi, mais aussi à éviter les pertes d'emploi pour le personnel peu qualifié[\[30\]](#).

Québec.ca propose également divers autres programmes pour favoriser l'intégration des en emploi : programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT), accueil de stagiaires, francisation, développement des compétences pour la relève en emploi, formations de courte durée, renforcement collectif des compétences de la main-d'œuvre, etc.

Les mesures pour les petites et moyennes entreprises (PME) sont subventionnées en partie par le gouvernement du Québec (*Québec.ca*) et tous les types d'entreprises sont admissibles, y compris les coopératives et les travailleuses et les travailleurs autonomes.

Les entreprises ayant une masse salariale de 2 millions de dollars et plus sont soumises à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (loi sur les compétences). L'objectif de la loi est « d'améliorer la qualification et les compétences de la main-d'œuvre afin de favoriser l'emploi, l'adaptation et l'insertion en emploi, de même que la mobilité des travailleurs et des travailleuses. » En vertu de cette loi, elles sont tenues d'investir au moins 1 % de leur masse salariale dans la formation et le développement des compétences de leur personnel en emploi[\[31\]](#). Pour remplir cette obligation, elles peuvent faire appel aux milliers de formatrices et de formateurs agréés de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)[\[32\]](#).

Les formatrices et formateurs agréés

Ces formatrices et ces formateurs agréés proviennent d'organismes et d'établissements d'enseignement, des mutuelles de formation et des ordres professionnels agréés par la CPMT. Les mutuelles de formation, au nombre de sept (7), permettent aux petites et moyennes entreprises de se regrouper par région ou par secteur d'activités économiques et de réduire ainsi les coûts de formation de la main-d'œuvre[\[33\]](#). Ces mêmes formatrices et formateurs peuvent également donner des formations aux membres des 46 ordres professionnels. En effet, ces derniers exigent de leurs membres un nombre minimum d'heures de perfectionnement chaque année. Certaines des formations, comme la déontologie, sont d'ailleurs souvent obligatoires pour les membres.

Le réseau de la santé

Du côté du réseau de la santé, les centres de réadaptation, les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, les directions de santé publique, etc., permettent aux personnes en emploi d'améliorer leurs connaissances et leurs compétences par diverses formations.

Ces centres offrent aussi aux prestataires qui les fréquentent de se former dans un domaine de la santé, d'apprendre à gérer leur diabète par exemple, de suivre leur hypertension, de réapprendre à parler ou à marcher, d'apprendre la langue des signes du Québec, etc. Les établissements du système de santé développent également des plateformes numériques, souvent de concert avec des organismes à but non lucratif, pour évaluer ou suivre l'état de santé des personnes ayant une condition particulière.

La santé numérique ou connectée comprend la télémédecine (diagnostic), la télésurveillance médicale (suivi des données sur l'état de santé), la « mobile-santé » (services de santé offerts sur un téléphone ou une tablette)[\[34\]](#).

La francisation

La francisation des immigrantes et des immigrants constitue un bon exemple de différents lieux qui se chevauchent puisqu'elle se trouve à cheval sur le monde scolaire, communautaire et privé.

C'est au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) que revient la charge de financer cette francisation, mais les cours peuvent être donnés dans le réseau scolaire (universités, cégeps et centres de services scolaires), dans des organismes communautaires, ou encore, en milieu de travail. Le personnel est embauché par les différents organismes et établissements.

Le réseau communautaire

L'éducation est également le produit d'initiatives citoyennes ou d'organisations de la société civile, même si les organismes sont en partie financés par l'État. Les groupes communautaires s'adressent à toutes les couches de la population et utilisent diverses formes d'apprentissage articulées autour d'une éducation conscientisante permettant aux individus d'exercer leurs pleins pouvoirs citoyens.

L'éducation populaire et l'action communautaire autonome

Dans le secteur non formel et très actif de l'éducation populaire, on retrouve des milliers de formatrices et de formateurs, regroupés à travers plusieurs centaines d'organismes. La plupart s'adressent aux adultes, et tout particulièrement à ceux en situation d'exclusion. Au moins 200 d'entre eux ont une mission directe en formation ou en éducation populaire, reconnue par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, qui les finance par le biais du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)[\[35\]](#).

Cette mission éducative directe concerne l'alphabétisation, la lutte au décrochage scolaire, l'école de la rue, l'éducation des adultes ou la formation continue. Les organismes d'action communautaire

autonome spécialisés en éducation et en formation sont rassemblés dans cinq (5) grands regroupements : la Coalition des organismes communautaires autonomes de formation (COCAF), la *Literacy Quebec*, le Regroupement des écoles de la rue accréditées du Québec (RERAQ), le Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage (ROCLD) et le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ).

Les activités développées par ces organismes visent une transformation sociale. Elles favorisent une approche collective où l'apprentissage se fait d'abord et avant tout avec les autres dans une perspective démocratique.

L'éducation populaire ne se limite pas aux groupes financés par le PACTE, d'autant que comme l'enveloppe budgétaire est fermée, plusieurs groupes n'obtiennent pas les subventions demandées. Des milliers d'autres organismes font également de l'éducation et de la formation, mais à travers les activités qu'ils offrent dans le domaine de la santé et des services sociaux, de la défense des droits, du logement, de l'action bénévole, de la sécurité alimentaire, de la violence conjugale, de la solidarité internationale, de l'environnement, de la pauvreté, etc.

Ces activités permettent de joindre de larges couches de la population : jeunes, familles, femmes, Autochtones, personnes ayant des limitations fonctionnelles, réfugiées ou immigrantes, LGBTQ1A2+, etc., avec un effort particulier, mais non exclusif, pour les populations en situation d'exclusion ou de vulnérabilité.

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome

Ainsi, les 64 grands regroupements et organismes nationaux du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) représentent au total plus de 4000 organismes et 60 000 travailleuses et travailleurs qui œuvrent auprès de la population dans une perspective de changement social et d'autonomisation^[36]. Ils s'adressent à plus d'un million de personnes, offrent de l'information et de la formation sur plusieurs sujets (la justice, les médias, l'économie familiale, l'employabilité, la gestion budgétaire, etc.) et favorisent l'inclusion, la coopération et la solidarité.

Ces organismes, dont la mission est également reconnue, sont subventionnés par différents ministères dont les plus importants sont Santé et Services sociaux (programme de soutien aux organismes communautaires) et Travail, Emploi et Solidarité sociale (différents programmes d'employabilité et le programme d'aide et d'accompagnement social).

D'autres ministères participent également : Famille, Culture et Communication, Justice, Immigration, Diversité et Inclusion, Relations internationales et Francophonie, Travail, Emploi et Solidarité sociale, Forêts, Faune et Parcs, Relations internationales et Francophonie, etc. Les centres communautaires en loisirs font également partie des organismes subventionnés par le MÉES^[37].

Ce portrait de l'action communautaire autonome est incomplet, il est difficile d'évaluer à la fois le nombre de personnes qui participent et celui des activités qui s'y déroulent. Les formatrices et les formateurs sont souvent appelés à donner un soutien qui dépasse le mandat de l'organisme, par exemple pour aider une personne peu alphabétisée à composer avec l'aide sociale ou pour orienter une femme qui vit de la violence conjugale.

De plus, de nouveaux organismes apparaissent. Ce sont des coopératives de solidarités à but non

lucratif, des ateliers coopératifs où on peut apprendre en travaillant avec les autres. Ce sont [38] des Fab Labs[39], des lieux de partage de connaissances, de savoir-faire et de technologies, les écoquartiers, telle Ville en vert, qui se donnent comme mission d'éduquer les citoyennes et les citoyens sur le développement durable, des sociétés d'agriculture urbaine, etc. Ces organismes se caractérisent essentiellement par l'apprentissage par les pairs, ou dans certains cas par l'appui de mentors. On y retrouve également des formations orientées vers des besoins précis ou pensées pour des groupes particuliers, par exemple pour les jeunes de 12 à 17 ans.

Si, dans ces organismes, on cherche d'abord à partager ses connaissances et à apprendre avec les autres, un autre secteur revendique également ces façons de faire, mais dans un tout autre cadre.

Le secteur privé

Le secteur privé connaît une expansion considérable et constante, impossible à quantifier, particulièrement du côté des nouvelles entreprises de formation. L'objectif poursuivi n'est pas nécessairement le bien commun, le financement ne provient pas principalement de l'État et les profits peuvent être réalisés de différentes façons. Si certaines entreprises fonctionnent en embauchant du personnel pour donner les formations, plusieurs mettent à profit les compétences et les connaissances des utilisatrices et des utilisateurs de leurs sites et financent leur plateforme par les abonnements ou la publicité.

Les centres d'éducation des adultes, les centres de formation professionnelle, les collèges et écoles privés[40] font face à une forte concurrence des nouvelles entreprises de formation et de plus en plus, des réseaux sociaux. Ces entreprises se spécialisent dans la formation en ligne, une industrie dont la valeur devrait atteindre 325 milliards de dollars d'ici 2025[41]. C'est ce monde que nous essaierons de débroussailler ici.

Les grandes entreprises numériques de formation en ligne (E-learning)

La formation en ligne ne constitue pas l'apanage des entreprises privées, tant s'en faut. Au Québec, la Société de formation à distance des centres de services scolaires et des commissions scolaires du Québec (SOFAD), le Cégep à distance et l'Université TÉLUQ, par exemple, s'en sont fait une spécialité et la plupart des autres établissements ont une offre de cours en ligne de plus en plus développée.

Le Massachusetts Institute of Technology (MIT) a rendu tous ses cours accessibles gratuitement dans le cadre du *OpenCourseWare*, mais sans diplôme bien sûr. La plupart des universités québécoises offrent également de nombreux cours en ligne à une clientèle extérieure, que ce soit individuellement ou dans le cadre de partenariats. Par exemple, HEC Montréal, l'Université de Montréal et l'École polytechnique ont constitué le consortium *EduLib* afin de rendre certains cours largement accessibles. Ces cours, qui conduisent à une attestation de participation et non à un diplôme, « s'inscrivent plutôt au sein d'une initiative d'éducation populaire »[42]. Dans l'ensemble des cégeps et des universités, la formule des cours en présentiel demeure celle qui est privilégiée, voire l'unique voie, pour obtenir un diplôme d'établissement[43]. De même, les webinaires sont largement utilisés dans les réseaux publics et communautaires, mais souvent comme un support à l'enseignement.

La différence du côté du secteur privé, c'est que les entreprises dont nous parlons sont entièrement

numériques et que les cours en ligne ouverts à toutes et à tous (CLOT) aussi appelés cours en ligne ouverts et massifs (CLOM)[44], sont la règle[45]. On peut y suivre des cours par intérêt professionnel ou personnel, dans une variété inimaginable de sujets. La plupart des CLOMs sont constitués de courtes séquences vidéo, incluant des interventions de professeures et de professeurs reconnus et accompagnés de matériel pédagogique et de forums de discussion, mais d'autres proposent des enseignements plus personnalisés, avec tutorat payant.

Les plateformes les plus spécialisées commencent à proposer des formations souvent individualisées, elles réagissent en temps réel aux problèmes rencontrés en cours de journée, ou au manque de connaissances sur un sujet donné. Encore en développement, ces plateformes utilisent un système de gestion de l'apprentissage, ou *Learning Management System* (LMS), basé sur l'intelligence artificielle.

Au fur et à mesure qu'elles se construisent, ces plateformes font appel à de nouveaux métiers qui n'existaient pas il y a à peine vingt ans. L'ingénierie des systèmes d'apprentissage intelligents, le design pédagogique, les systèmes tutoriels intelligents, l'informatique cognitive notamment, s'enseignent désormais dans les universités[46]. Il est impossible de quantifier les titulaires de ces nouveaux métiers, qui œuvrent aux côtés d'un personnel parfois spécialisé en enseignement.

Les entreprises privées de formation en ligne

Les entreprises privées de formation en ligne sont nombreuses : Coursera[47], Udemy[48], Udacity[49], Duolingo[50], LinkedIn Learning[51], OpenClassRooms, edX[52], FutureLearn[53], Saylor Academy[54], France Université Numérique (FUN)[55], Khan Academy[56], etc. Coursera occupe la tête parmi les entreprises les plus connues et les plus fréquentées, avec 77 millions de personnes utilisatrices. Elle a réussi à établir un partenariat avec plus de 150 universités ou grandes écoles prestigieuses ainsi qu'avec plusieurs entreprises internationales, et ce partenariat lui a permis de prendre les devants face à ses concurrentes[57]. Elle nous servira d'exemple pour approfondir ce secteur de formation.

Coursera annonce plus de 5000 cours et il est possible à n'importe qui de les suivre, à moins que des prérequis soient spécifiés. Les cours sont pour la plupart gratuits et pour ceux qui sont payants, il existe un prix à la pièce ou un abonnement. Si on choisit un cours gratuit, il faudra cependant payer pour avoir accès à l'évaluation et obtenir une certification. Le certificat proviendra de l'université, mais les certificats de Coursera ne sont pas toujours reconnus par les milieux de travail et les milieux scolaires. En fait, sans évaluation, les cours risquent d'être plus informatifs que formatifs, car la formule avec vidéos ne permet pas beaucoup d'interaction, ce qui peut agir sur la motivation.

Malgré sa publicité de cours gratuits, Coursera table beaucoup sur les abonnements. Pour un tarif de 501 \$ par année, la formule *Plus* donne un accès illimité à plus de 3000 cours, projets guidés et certificats professionnels offerts en collaboration avec de grandes universités et entreprises[58]. Le principe est d'avoir un certificat (*microdegree*) pour chaque cours suivi. La clientèle étudiante universitaire est recherchée et se voit offrir un cours gratuit par année et la possibilité de faire des « projets guidés » illimités. Coursera a même un programme d'aide financière pour sa clientèle étudiante.

Coursera offre également 40 programmes de baccalauréat et 25 programmes de maîtrise avec diplôme. Ces cours sont cependant beaucoup plus dispendieux. Le coût pour l'ensemble d'un programme de maîtrise, par exemple, est de l'ordre de 20 000 à 40 000 \$, ce qui revient quand même

moins cher qu'une maîtrise « traditionnelle » réalisée dans les mêmes universités états-uniennes ou anglaises.

Parmi les cours en langue anglaise ou avec sous-titres anglais les plus suivis, ceux qui concernent la technologie occupent une place de choix[59], *Machine Learning* de Stanford University, une introduction à l'intelligence artificielle, arrive au premier rang avec 3 738 475 inscriptions depuis 2011. De même, *Learning How to Learn: Powerful mental tools to help you master tough subjects* de l'Université de San Diego est très populaire, avec 2 633 758 inscriptions depuis ses débuts.

Des associations entre privé et public

Les entreprises qui ont des associations avec des universités font leur publicité sur le fait que les cours sont donnés par un personnel enseignant réputé, qu'ils sont accessibles en tout temps et qu'on peut les suivre au rythme qui nous convient. Elles se targuent aussi de les offrir à un coût moindre que les programmes donnés sur les campus. Par exemple, Georgia Institute of Technology offre une maîtrise entièrement en ligne sur EdX pour moins de 10 000 \$ US, soit le tiers du coût de l'équivalent sur le campus (<https://www.edx.org/school/gtx>).

Cependant, pour suivre ces cours, on doit disposer de matériel informatique et d'un accès à Internet, ce qui n'est pas le cas de tout le monde. De plus, on doit payer pour obtenir un certificat qui n'est pas encore toujours reconnu partout. Néanmoins, le monde de l'apprentissage en ligne à but lucratif continue de se développer et parfois du côté d'où on ne l'attendrait pas. UdeMy pour sa part se targue d'être la plateforme choisie par Apple, Volkswagen, Netflix et compagnie.

Les réseaux sociaux

Les entreprises privées spécialisées dans la formation en ligne ne sont pas les seules à s'attaquer à ce nouveau marché lucratif. Les réseaux sociaux ont flairé le potentiel du secteur et tant les sites de réseautage que les applications de partage s'orientent vers l'offre de contenus de formation. Elles tablent sur l'aspect collectif de l'apprentissage[60] et se servent du fait que les internautes ne font pas que consommer et commenter du contenu, mais qu'ils en créent. En faisant appel à cette clientèle, elles n'ont pas à payer une partie des formations offertes.

Au départ, les réseaux sociaux offraient des cours pour devenir un « pro » de l'application ou de la plateforme en question, Google Skillshop pour maîtriser les outils Google ou Facebook Blueprint pour savoir créer une communauté Facebook et monétiser sa présence. Maintenant presque toutes les grandes plateformes de ces réseaux offrent de la formation dans des domaines variés. Nous allons en explorer quelques exemples.

Facebook

Facebook, le réseau social le plus utilisé dans le monde avec 2,85 milliards d'internautes actifs chaque mois[61], a un secteur éducatif appelé Facebook Blueprint[62]. Celui-ci annonce des cours en ligne gratuits et des programmes de formation à suivre de façon autonome, mais essentiellement dans le domaine du marketing numérique. La plupart des formations visent à apprendre à utiliser de façon profitable les médias sociaux et en particulier ceux que Facebook possède, dont Instagram, Messenger et WhatsApp. Facebook Blueprint vise tout à la fois les petites et moyennes entreprises,

les éducateurs, les organismes sans but lucratif et les « dirigeants de communautés », etc. Pour chaque type de clientèle, la formation permet d'obtenir une des neuf (9) certifications, appelées *badges* Facebook, par exemple celle de « gestionnaire de communauté » ou « d'associé numérique ».

Facebook s'est aussi liée à Coursera pour certaines formations, par exemple celle en marketing sur les médias sociaux[63] qui permet d'obtenir un « certificat professionnel » des deux plateformes. Facebook forme aussi des « éducateurs » qui pourront par la suite enseigner le marketing numérique. Ces formations ne requièrent aucun diplôme ou expérience préalable. Facebook a aussi ajouté la possibilité d'ouvrir un *Room* sur Messenger[64], soit un salon de visioconférence pour 50 personnes et moins sans limite de temps afin de concurrencer Zoom, devenu très populaire notamment avec les cours en ligne.

YouTube

Le deuxième réseau le plus populaire en nombre de personnes utilisatrices est sans doute YouTube, la plateforme de vidéos de Google, puisque près de 80 % des internautes possèdent un compte YouTube. Selon les chiffres de 2021, plus de 2 milliards de personnes vont sur le site chaque mois, 720 000 heures de vidéos sont ajoutées chaque jour, et plus de 88 000 vidéos sont vues chaque seconde[65]. La plateforme YouTube est une des plus accessibles et elle est largement utilisée sur un téléphone cellulaire. Un grand nombre de contenus des entreprises de formation en ligne sont offerts sur l'application de partage, mais YouTube ne fait pas que transmettre le contenu des autres, puisque sa communauté en génère constamment.

À la différence de Facebook, YouTube fonctionne en utilisant les compétences et les connaissances de ses utilisatrices et de ses utilisateurs, qui peuvent verser en ligne ce qu'ils veulent partager. YouTube considère avoir 15 millions de personnes créatrices de contenu[66]. De plus, parmi les millénariaux qui ont fréquenté le site en 2020, 70 % ont dit l'avoir utilisé pour acquérir de nouvelles compétences ou des connaissances sur un sujet qui les intéressait.

Le matériel audiovisuel produit sur YouTube n'a pas toujours une visée éducative (tant s'en faut), puisque les 50 chaînes les plus populaires proposent essentiellement du divertissement. Cependant, parmi ces chaînes, la 2^e la plus suivie, Cocomelon-Nursery Rhymes, offre du contenu éducatif pour enfants. De façon générale, la catégorie des tutoriels fait partie des contenus les plus consultés et les questions du type « comment faire » suscitent de très nombreuses recherches.

Ces contenus sont susceptibles de transmettre des connaissances, que celles-ci soient jugées utiles ou non. On y va autant pour améliorer ses connaissances sur Microsoft Word que pour adopter un programme de course à pied ou réparer quelque chose.

Google

Google a aussi sa division « éducative » (*Workspace For Education*) où elle offre des « solutions Google » sous forme d'outils et de ressources éducatives. Elle s'adresse au milieu éducatif en général, et plus particulièrement aux établissements universitaires.

On trouve plusieurs formations interactives et de cours en ligne qui permettent d'obtenir des certifications, dont celle de « formateur ou professeur Google », capable d'enseigner aux autres

comment tirer parti des outils Google. La compagnie dit que cette dernière formation est reconnue par l'*International Society for Technology in Education* (ISTE).

Comme Facebook Blueprint, une bonne partie du contenu est spécialisé en marketing numérique, mais Google a également une section d'Ateliers numériques où on peut suivre des cours « d'évolution personnelle », tel que « Comment décrocher un nouvel emploi » ou « Renforcez la confiance en vous grâce à l'autopromotion ».

L'entreprise dit avoir « 170 000 millions d'élèves et d'enseignants » dans le monde qui utilisent Google *Workspace For Education*. Plusieurs versions sont proposées. Si *Education Fundamentals* est gratuite, plusieurs autres sont payantes (*Education Standard, Education Plus, Teaching and Learning Upgrade* [67]), mais toutes permettent d'obtenir un important espace de stockage[68], ce qui lie les écoles à la firme.

D'autres réseaux sociaux font la même chose : Instagram et même TikTok[69] commencent à offrir du contenu de formation. Leurs plateformes qui s'y consacrent embauchent parfois des personnes professionnelles, mais elles comptent surtout sur les internautes pour créer et offrir les contenus. Le nombre des personnes qu'elles permettent de joindre n'est pas à négliger puisqu'Instagram par exemple dit avoir un milliard d'utilisatrices et d'utilisateurs.

Pour sa part, TikTok, une application populaire qui permet de suivre et de créer soi-même de courtes séquences vidéo (*clips*), a l'ambition de devenir une des plateformes d'apprentissage les plus fréquentées. Tablant sur les microapprentissage (*micro-learning*), TikTok se targue d'utiliser une approche d'« apprentissage actif »[70]. Selon l'application, le mot-clé (*hashtag*) « #LearnOnTikTok » a généré plus de 7 milliards de vues.

LinkedIn

Le réseau professionnel LinkedIn, propriété de Microsoft, a également sa section éducative. LinkedIn Learning (anciennement Lynda.com) présente des formations sous forme de contenu vidéo, et comme pour la plupart des plateformes de ce type, les vidéos proposent une transcription en texte, ce qui facilite l'acquisition de connaissances. Les sujets sont très nombreux et la plateforme annonce « 16 000 cours dispensés par des experts ». Même si on considère que moins du quart des membres sont actifs, comme la communauté compte au total plus de 738 millions de membres[71], LinkedIn a un grand potentiel de développement.

Les enseignantes et les enseignants de LinkedIn Learning sont en effet des membres qui décident de partager leur savoir, notamment afin de se faire connaître ou de dénicher du travail. Cependant, les formations ne sont pas gratuites, pour y avoir accès, on doit s'abonner annuellement (360 \$ en 2021) ou mensuellement (50 \$ en 2021). Il reste que comme c'est un réseau professionnel, il est plus susceptible d'offrir des formations axées sur des compétences professionnelles précises.

Le contenu audio en croissance

En plus des livres qu'on peut écouter sur des sites comme Audible d'Amazon, le format audio prolifère avec les balados (podcast). Déjà populaires, ils se sont multipliés depuis qu'il est possible de les écouter sur un téléphone intelligent. Les grandes chaînes de radiodiffusion, le réseau de l'éducation, les musées, les journaux, les magazines, etc.,

utilisent la baladodiffusion[72] pour offrir du matériel culturel, informatif ou éducatif. On évalue qu'il y a au moins 2 000 000 de balados disponibles dans le monde actuellement[73]. Les entreprises d'hébergement, dont YouTube, nous invitent à créer nous-mêmes des balados, même si la production de médias numériques est devenue un métier spécialisé. Certains balados commencent également à présenter un enregistrement vidéo joint à leur fichier audio, question de rendre le segment plus dynamique.

D'autres applications apparaissent qui utilisent l'audio, tel Clubhouse, un réseau social de conversations en direct, disponible sur iOS (Apple) et accessible sur invitation seulement. Clubhouse offre des discussions thématiques[74], mais qu'on ne peut ni enregistrer ni sauvegarder. Lancé en mars 2020, même s'il est privé, le site a déjà été téléchargé plus de 2 000 000 de fois et il envisagerait de s'ouvrir au grand public. Les autres réseaux sociaux ont déjà commencé à lancer le même type d'application, Twitter et LinkedIn par exemple, et Facebook le fera bientôt. Toutes ces applications visent à faire de l'argent, ainsi Clubhouse valait déjà 1 milliard de dollars US en janvier 2021. Cela dit, la valeur de ces entreprises tient surtout aux données personnelles recueillies – monnayables — plutôt qu'aux abonnements payants. Grâce à ces données, il est possible de cibler chaque apprenante, chaque apprenant, ce qui vaut son pesant d'or en cette ère du numérique.

On pourrait sans doute continuer à énumérer les domaines en développement, par exemple celui de la « ludification » (*gamification*) qui utilise les mécanismes du jeu pour stimuler la participation étudiante et augmenter la motivation en récompensant les visites du site ou des forums du cours par des trophées ou des *badges*[75].

En guise de conclusion

Ce portrait n'a pas la prétention de faire le tour de la situation. Il existe tant d'écoles et de centres de formation, privés ou publics, de centres communautaires de loisirs et récréatifs qui offrent tant de cours de toutes sortes (langues, chant, danse, arts martiaux, yoga, tricot, jardinage, etc.), qu'il est impossible d'en dresser la liste. De plus, de nombreux bénévoles s'engagent pour donner quelques heures de francisation, pour enseigner, pour accompagner, etc. Ces personnes font partie des acteurs de l'éducation, souvent sans en être conscientes.

Du côté de la nouvelle ingénierie de l'éducation, nous n'avons fait qu'entrouvrir une porte sur la complexité de ce « nouvel écosystème de l'éducation »[76], et bien des acteurs n'ont pas été décrits. Les divers mondes se chevauchent et il existe des formules hybrides. Les établissements scolaires offrent de plus en plus de cours et de formations en ligne, et la pandémie de COVID-19 a obligé ceux qui ne le faisaient pas à joindre le courant.

Les entreprises privées cherchent à tout prix à se démarquer en innovant, notamment par leurs formules pédagogiques personnalisées et délibérément orientées vers les individus plutôt que les collectivités. Elles cherchent aussi à se donner une caution scientifique en s'associant avec de grandes universités à qui elles donnent en retour de la visibilité dans leur vaste réseau. Même si pour le moment, rares sont les universités qui semblent reconnaître pleinement les certifications[77], la tendance existe[78] et il y a lieu de réfléchir aux implications de cette reconnaissance.

Nous avons essayé de différencier ce qui relevait des différents lieux d'apprentissage et d'éducation,

mais en réalité ces domaines s'entremêlent et cela va croissant. Le secteur privé est entré fortement dans les établissements scolaires. Il ne finance pas que la formation professionnelle, il « commande » la recherche universitaire et même directement certains programmes d'études. De plus, les plateformes privées d'apprentissage offrent des contenus gratuits. Cela provient parfois de spécialistes reconnus dans un domaine, mais divers contenus sont produits par les membres, et parfois simplement par des internautes plus ou moins anonymes.

Les plus grandes entreprises Internet du monde occidental : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (les « GAFAM ») sont aussi celles qui contribuent le plus à la création de contenu libre, mais aussi de logiciels libres, ce qui montre à quel point les lignes de démarcation ne sont plus les mêmes.

Les nouvelles plateformes numériques d'apprentissage vont-elles remplacer petit à petit une partie de la formation classique ? Ouvrent-elles vraiment la porte à une démocratisation de l'éducation, comme elles s'en vantent, ou bien contribuent-elles à un renforcement des inégalités ?

Nous manquons encore de connaissances sur le secteur privé des plateformes numériques de formation et sur les personnes qui y œuvrent, le type de travail qu'elles sont appelées à faire, etc. Ces entreprises choisissent soigneusement les données qu'elles décident de publier, car dans ce monde numérique, ce sont les données recueillies qui ont de la valeur. Ces lacunes dans nos connaissances affectent forcément notre évaluation du secteur et de son influence réelle ou concrète sur le monde de l'éducation des adultes.

De nos jours, penser le monde en transformation de l'éducation des adultes implique de prendre en compte une grande diversité de personnes qui œuvrent à l'apprentissage des adultes, incluant les adultes eux-mêmes, en autoformation ou qui forment leurs pairs.

Reconnaître toutes ces personnes, veiller à leur formation initiale et continue, et documenter les conditions d'exercice de leur emploi deviennent des sujets d'intérêt dans une société appelant la mise à jour en continu des connaissances et des compétences. Et l'apprentissage tout au long de la vie demeure un enjeu d'actualité, malgré les changements qui affectent l'éducation.

[1] Un groupe de codéveloppement est une approche de formation collective. Le groupe fonctionne en communauté d'apprentissage, avec comme objectif l'amélioration de ses pratiques professionnelles. Adrien Payette et Claude Champagne (1997). *Le groupe de codéveloppement professionnel*, Montréal, PUQ, 228 pages.

[2] Le concept de *Community Inquiry* renvoie à la façon dont une compréhension commune et un sens personnel émergent à travers l'expérience collective d'apprentissage, où s'articule présence sociale, cognitive et pédagogique. D. R. Garrison, T. Anderson, T., & W. Archer (2000), Critical inquiry in a text-based environment: computer conferencing in higher education. *The Internet and Higher Education*, 2 (2-3), 87-105. <https://coi.athabasca.ca/>

[3] Ministère de l'Éducation, Gouvernance scolaire, <https://www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/entreprises/investir-en-formation/programmes-de-formation-de-la-main-doeuvre/mesure-de-formation-de-la-main-doeuvre/>

[4] Le nombre d'inscrits en FGA baisse chaque année depuis 2009-2010, année où il a atteint un

sommet avec 198 407 personnes inscrites en FGA. À la FP, la baisse est moins forte et plus récente, elle a commencé après 2016-2017. ICÉA, Indicateurs, Les adultes à la FGA <https://apprendre-agir.icea.qc.ca/FGA> et Les adultes à la FP <https://apprendre-agir.icea.qc.ca/FP>

[5] Régime pédagogique de la formation générale des adultes, RLRQ c I-13.3, r 9. <https://www.canlii.org/fr/qc/legis/regl/rlrq-c-i-13.3-r-9/derniere/rlrq-c-i-13.3-r-9.html> et Services et programmes d'études. Formation générale des adultes. Document administratif 2021-2022. http://edut3-prod.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/education/FGA-doc-admin-2021-22.pdf

[6] Ministère de l'Éducation, Formation professionnelle, Portrait d'ensemble 2020-2021. http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/education/Doc-administratif-fp-2020-2021.pdf et Site Inforoute FPT, <https://www.inforoutefpt.org>

[7] Plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique. Pour relever le défi de l'accessibilité et de la qualification dans toutes les régions du Québec. https://www.inforoutefpt.org/ministere_docs/adminInfo/PlanRapprochementFPT.pdf

[8] Services aux entreprises, <https://www2.gouv.qc.ca/entreprises/portail/quebec/infosite?lang=fr&x=1536207820>

[9] Cinq cégeps ont une école nationale associée, située en dehors du site du cégep : l'Institut maritime du Québec (Cégep de Rimouski), l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (Cégep de la Gaspésie et des Îles), le Centre québécois de formation aéronautique (Cégep de Chicoutimi), l'École nationale d'aérotechnique (Cégep Édouard-Montpetit) et l'École nationale du meuble et de l'ébénisterie (Cégep de Victoriaville). Ces écoles offrent souvent des formations de divers niveaux : secondaire (DEP), collégial (DEC) et, pour certaines des DEC-BAC, en association avec une université.

[10] Il s'agit des conservatoires de musique et d'art dramatique, de l'Institut de technologie agroalimentaire, des instituts de tourisme et d'hôtellerie, qui conduisent tous à un DEC. Pour une liste des établissements, voir la Commission de l'évaluation de l'enseignement collégial, <https://www.ceec.gouv.qc.ca/etablisements>.

[11] Ces 9 programmes peuvent comporter des modalités différentes selon qu'ils sont donnés dans un cadre général, autochtone, de langue seconde enrichie, de double cheminement ou dans le cadre du cheminement du baccalauréat international.

[12] Ce sont les chiffres les plus récents. Ministère de l'Enseignement supérieur (2021), Rapport annuel 2020-2021, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/enseignement-superieur/rapport-annuel-gestion/MES_RAG_2020-2021.pdf?1633010552.

[13] <https://www.cegepadistance.ca/le-cegep-a-distance-2/>

[14] <https://www.cegepadistance.ca/offres-emploi/devenir-specialiste-de-contenu/>

[15] Ce sont les chiffres les plus récents. Ministère de l'Enseignement supérieur (2021), Rapport annuel 2020-2021, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/enseignement-superieur/rapport-annuel-gestion/MES_RAG_2020-2021.pdf?1633010552

[16] <https://fedecegeps.ca/cegeps/recherche/>

[17] <https://synchronex.ca/publications/synchronex-le-grand-reseau-dinnovation-du-reseau-collegial>

[18] Sommaire statistique 2019-2020. Centres collégiaux de transfert de technologie. http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/enseignement-superieur/collegial/CCTT-Sommaire-statistique.pdf

[19] Sommaire statistique 2019-2020. Centres collégiaux de transfert de technologie. http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/enseignement-superieur/collegial/CCTT-Sommaire-statistique.pdf

[20] Une loi redonnant au Collège militaire royal Saint-Jean son statut de campus universitaire a été adoptée le 9 juin 2021. Gouvernement du Canada, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/feuille-derable/defense/2021/06/cmr-saint-jean-reconnu-etablissement-enseignement-niveau-universitaire.html>.

[21] «Le nanoprogramme est un parcours de formation intensif, centré sur un thème d'actualité. Reconnue par les employeurs, la formation est conçue et évaluée selon les standards universitaires et conduit à une certification sanctionnée par l'Université Laval. Le cheminement met de l'avant le réseautage et la collaboration avec des experts pour vous soutenir dans la réalisation d'un projet concret pour votre milieu professionnel.»
https://www.ulaval.ca/etudes/nanoprogrammes?gclid=EAlaIqobChMIm-Cc1-XB8AIVnm1vBB0QKgDIEAAYASAAEgLQ2_D_BwE

[22] Collège de Maisonneuve, Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPI), <https://iripi.ca/fr/services/formation/>

[23] <https://www.ccnpps.ca/fr/>

[24] Services aux entreprises, <https://www2.gouv.qc.ca/entreprises/portail/quebec/infosite?lang=fr&x=1536207820>

[25] Par exemple, le Cégep Lionel-Groulx annonce une formation individuelle pour évaluer les compétences en éducation à l'enfance intitulée RAC intitulé Techniques d'éducation à l'enfance», <https://clg.qc.ca/formation-continue/rac-techniques-deducation-a-lenfance/#aperçu-1-tab>

[26] Voir la partie sur le niveau collégial. <https://synchronex.ca/>

[27] CPMT, <https://www.cpmt.gouv.qc.ca/organisation/index.asp>

[28] CPMT, Comités sectoriels. <https://www.cpmt.gouv.qc.ca/reseau-des-partenaires/comites-sectoriels.asp>

[29] Programmes financés par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

[30] Mesure de formation de la main-d'œuvre.

<https://www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/entreprises/investir-en-formation/programmes-de-formation-de-la-main-doeuvre/mesure-de-formation-de-la-main-doeuvre/>

[31] Les entreprises qui ont une masse salariale de plus de 2 M\$ peuvent aussi choisir de verser 1 % de leur masse salariale au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCM). <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/D-8.3>

[32] C'est-à-dire des formations offertes par un établissement d'enseignement reconnu, par un comité sectoriel de main-d'œuvre, par une mutuelle de formation, par un ordre professionnel ou encore par l'entreprise. <http://agrement-formateurs.gouv.qc.ca/>

[33] CPMT, Mutuelles de formation reconnues. <https://www.cpmt.gouv.qc.ca/formation/mutuelles-reconnues.asp>

[34] E-Santé : Le « Big Data » et l'intelligence artificielle révolutionnent le secteur de la santé à Montréal, <https://ville.montreal.qc.ca/idmtl/e-sante-le-big-data-et-lintelligence-artificielle-revolutionnent-le-secteur-de-la-sante-a-montreal/> et Utilisation de plateformes Web pour la consultation médicale : derrière l'écran, de vrais patients!, <http://www.cmq.org/page/fr/utilisation-de-plateformes-web-pour-la-consultation-medicale.aspx>

[35] Selon le PACTE, pour être reconnu, un organisme doit « démontrer qu'il répond à l'ensemble des huit critères définissant l'action communautaire autonome, tels qu'établis dans le Cadre de référence en matière d'action communautaire : avoir un statut d'organisme à but non lucratif (OBNL); être enraciné dans la communauté; avoir une vie associative et démocratique; être autonome; avoir été créé à l'initiative de la communauté ou avoir été pris en charge par la communauté si sa fondation a été initiée par une autre instance; avoir une mission sociale et viser la transformation sociale; avoir des pratiques citoyennes et des approches larges axées sur la globalité des problématiques; être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.» Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE), <http://www.education.gouv.qc.ca/organismes-communautaires/organismes-communautaires/programme-daction-communautaire-pacte/>.

[36] Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), <https://rq-aca.org/>

[37] [Assistance financière aux centres communautaires en loisir | Ministère de l'Éducation et Ministère de l'Enseignement supérieur \(gouv.qc.ca\)](https://www.gouv.qc.ca/assistancofinanciere/assistancofinanciere-centres-communautaires-loisir)

[38] Par exemple La Patente, où il y a des ateliers, des formations et une outillthèque <https://atelierlapatente.org/>

[39] FabLabs Québec, <https://fablabs.quebec/>

[40] Nous les avons traités dans la partie 1 Les lieux sous la gouverne de l'État.

[41] McCue, TJ (2021), E Learning Climbing To \$325 Billion By 2015 UF Canvas Absorb Schoology

Moodle, [en ligne] <https://www.forbes.com/sites/tjmccue/2018/07/31/e-learning-climbing-to-325-billion-by-2025-uf-canvas-absorb-schoology-moodle/?sh=562ed9e93b39>

[42] <https://cours.edulib.org/>

[43] Sauf pour des raisons majeures comme la pandémie de COVID-19, qui a conduit les établissements à offrir les cours réguliers en ligne plutôt qu'en présence en 2020. Les cours sont revenus à la normale depuis.

[44] *Massive Open Online Courses, MOOC.*

[45] Le Cégep à distance et les universités québécoises offrent aussi ce type de cours, gratuits et sans préalable. Ils suivent le même modèle, et on doit payer pour obtenir une attestation de réussite (et non des crédits). Voir par exemple <https://www.ulaval.ca/etudes/mooc-formation-en-ligne-ouverte-a-tous/quest-ce-quun-mooc>

[46] Par exemple à l'Université TÉLUQ, où ces cours sont très suivis.

[47] <https://fr.coursera.org/>

[48] <https://fr.wikipedia.org/wiki/Udemy>

[49] <https://www.udacity.com/>

[50] <https://fr.duolingo.com/>

[51] <https://www.linkedin.com/learning/>

[52] Consortium fondé par l'Université Harvard et le MIT.

[53] Initiative de Open University fondée en Grande-Bretagne en 1969.

[54] <https://www.saylor.org/>

[55] <https://www.fun-mooc.fr/fr/>

[56] <https://fr.khanacademy.org/>

[57] Quarante-cinq des 50 cours les plus suivis proviennent presque tous de Coursera.
<https://www.onlinecourereport.com/the-50-most-popular-moocs-of-all-time/>

[58] <https://www.coursera.org/courseraplus>

[59] <https://www.onlinecourereport.com/the-50-most-popular-moocs-of-all-time/>

[60] Le SSF veille, Les médias sociaux et l'enseignement : mini dossier de veille,
<https://www.usherbrooke.ca/ssf/veille/perspectives-ssf/numeros-precedents/septembre-2010/le-ssf-veille/les-medias-sociaux-et-lenseignement/>

[61] <https://www.journaldunet.com/ebusiness/le-net/1125265-nombre-d-utilisateurs-de-facebook-dans-le-monde/>

[62] <https://fr-ca.facebook.com/business/learn>

[63] <https://fr-ca.facebook.com/business/learn/social-media-marketing-certificate-coursera>

[64] <https://about.fb.com/news/2020/04/introducing-messenger-rooms/>

[65] Chiffres YouTube – 2021, <https://www.blogdumoderateur.com/chiffres-youtube/> YouTube compte 38 millions de chaînes qui offrent des abonnements gratuits, mais on peut aussi payer 12\$ par mois pour avoir YouTube Premium.

[66] De nombreuses statistiques sont disponibles sur l'utilisation de YouTube, voir par exemple <https://www.webrankinfo.com/dossiers/youtube/chiffres-statistiques> et <https://www.businessofapps.com/data/youtube-statistics/>

[67] https://edu.google.com/intl/fr_fr/products/workspace-for-education/

[68] En général 100 teraoctets (TO).

[69] <https://www.bbc.com/news/technology-53079625>

[70] TikTok is a thriving learning community—and may be the future of education (2021) <https://www.fastcompany.com/90624117/tiktok-future-of-education-learning>; BBC Click (2020), TikTok makes moves into education market <https://www.bbc.com/news/technology-53079625>

[71] <https://www.blogdumoderateur.com/chiffres-linkedin/#:~:text=LinkedIn%20accueille%20106%20millions%20d,de%20LinkedIn%20%C3%A0%20116%>

[72] France-Culture, <https://www.franceculture.fr/emissions>; Métro (2020), Des balados éducatifs, <https://journalmetro.com/carrieres/2413415/balados-education/>; UQAM, Balado santé et société de l'ISS-UQAM, <https://baladoquebec.ca/balado-sante-et-societe-de-l-iss-uqam>; Le Podcast Génération Perdue pour les auteur.es, <https://baladoquebec.ca/le-podcast-generation-perdue>; Le Daily du New York Times, <https://www.nytimes.com/column/the-daily>; Québec Science <https://www.quebecscience.qc.ca/categorie/balados/>. Dans le répertoire de BaladoQuébec, on trouve une section éducation, dont la série de balados «Éducation autrement» <https://baladoquebec.ca/repertoire>

[73] PodcastHosting.org (2021), https://podcasthosting.org/podcast-statistics/?gclid=EAlaIqobChM1uCHtMG98AIV5fzjBx2IPQOqEAAYASAAEgJB_fd_BwE et Lin, Ying (2021) 10 Powerful Podcast Statistics, Oberlo, <https://www.oberlo.com/blog/podcast-statistics>

[74] Marcin, Tim (2021), Here's what you need to know about Clubhouse, the invite-only social app (9 mars 2021), <https://mashable.com/article/what-is-clubhouse-app/>, Griffith, Eric (2021), What Is

Clubhouse? The Invite-Only Chat App Explained, PCMag, 22 avril 2021. <https://www.pcmag.com/how-to/what-is-clubhouse-app> ; Collard, Nathalie (2021), L'âge d'or de l'audio, La Presse, <https://www.lapresse.ca/arts/2021-05-08/medias/l-age-d-or-de-l-audio.php>

[75] https://www.affairesuniversitaires.ca/opinion/a-mon-avis/evaluer-les-etudiants-comme-dans-un-jeu-video/?utm_source=Affaires+universitaires++Bulletin&utm_campaign=69b7d7e879-EMAIL_CAMPAIGN_2021_05_06&utm_medium=email&utm_term=0_3acf7cc134-69b7d7e879-426959523

[76] Baril, Daniel (2021), *Le nouvel écosystème de l'éducation des adultes*. Conférence prononcée à la Faculté de l'Éducation permanente de l'Université de Montréal, 30 mars 2021. [En ligne] <https://www.youtube.com/watch?v=lyJXgsyOvrw>

[77] France Université Numérique (FUN) l'énonce clairement sur son site : «L'attestation montre simplement que vous avez suivi le MOOC et obtenu une note moyenne équivalente ou supérieure au seuil fixé par les enseignants du cours. Ce document n'a aucune valeur officielle.» <https://www.fun-mooc.help/hc/fr/articles/360010194777-Quelle-est-la-diff%C3%A9rence-entre-l-attestation-et-le-certificat->

[78] Par exemple, l'Université de Cergy-Pontoise accorde des crédits pour les certifications reçues auprès des universités partenaires ou du Campus numérique Francophone (CNF) de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), <http://mooc-certice.auf.org/certicesup/schema-du-processus-de-certification/>

Categorie

1. Édition 2022

Tags

1. Édition 2022

date créée

janvier 2022

Auteur

hdignardicea-qc-ca